



Bulletin de la COAIM

N. 1

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

*Tous droits réservés. Ces informations de la FAO peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations de la FAO ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au: Chef, Service des publications et du multimédia
FAO, Via delle Terme di Caracalla
00100 Rome (Italie)
adresse e-mail: copyright@fao.org*

FAO 2003

Table des matières

Éditorial

La deuxième COAIM

Une nouvelle initiative

La parité hommes-femmes et les technologies de l'information et de la communication

Connecter le monde: l'Équipe spéciale pour les technologies de l'information et de la communication

Événements futurs

Contactez-nous

Éditorial

L'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture reconnaît que la gestion de l'information agricole est essentielle à la sécurité alimentaire et au développement durable.

Dans ce contexte, la FAO a institué une Consultation sur la gestion de l'information agricole **(COAIM), une réunion intergouvernementale biennale qui regroupe les décideurs des organisations gouvernementales, non gouvernementales et internationales afin d'améliorer les capacités d'accès et d'utilisation aux informations primordiales pour atteindre un développement agricole durable et assurer la sécurité alimentaire.**

Le bulletin de la COAIM est un effort pour maintenir informer ses utilisateurs sur les activités relatives à la gestion de l'information agricole au niveau national, régional et international ainsi que sur les activités relatives à la gestion de l'information et les technologies des communications.

Cette édition inclue un résumé des discussions et des résultats de la Deuxième Consultation qui s'est déroulée à Rome en septembre 2002 et les progrès réalisés pour l'établissement d'un Groupe consultatif interinstitutionnel et de ses futures perspectives.

Les articles présentent les relations entre le genre et l'information ainsi que les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Il est également présenté l'information sur les activités et les initiatives développées dans le cadre du Sommet mondial sur la société de l'information.

Les utilisateurs du Bulletin de la COAIM sont importants pour établir un dialogue et pour promouvoir l'échange et la gestion de l'information agricole. Nous croyons que "Combattre la faim avec l'information" aidera à ménager et à prévenir les effets de l'insécurité alimentaire.

Les personnes intéressées peuvent avoir accès aux articles du bulletin à travers le site Web du COAIM: <http://www.fao.org/COAIM>

Nous vous invitons à bien vouloir nous envoyer votre adresse de courriel pour que vous puissiez aussi recevoir les prochaines éditions du Bulletin. Toute autre information d'intérêt sera bienvenue.

Deuxième consultation sur la gestion de l'information agricole (COAIM)

La **deuxième Consultation sur la gestion de l'information agricole (COAIM) (Rome, du 23 au 25 septembre 2002)** a eu lieu dans un contexte politique international où les accords concernant les technologies de l'information et de la communication ont complété les efforts faits par la FAO pour répondre aux besoins des États Membres et aux stratégies de gestion de l'information agricole.

A la réunion ont participé des fonctionnaires de haut rang des ministères de l'agriculture des États membres, des représentants d'autres organisations des Nations Unies, d'institutions spécialisées, d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales (ONG).

La cérémonie d'ouverture a eu lieu le 23 septembre 2002. La Consultation a été ouverte par Mme Carleen Gardner, Sous-Directrice générale, Département des affaires générales et de l'information, au nom du Directeur général de la FAO.

Les participants ont entendu plusieurs personnalités invitées qui ont illustré les activités entreprises par leur institution et souligné la nécessité **d'intensifier la coopération interinstitutions pour promouvoir une collaboration efficace avec les États membres dans le domaine du renforcement des capacités**. Les conférenciers principaux étaient M. Carlos Braga, Directeur de la fondation Development Gateway Foundation; Mme Julianne Lee, Fonctionnaire principale chargée du programme du Forum économique mondial; M. Peter Armstrong, Directeur de One World International; M. John Rose, Fonctionnaire principal chargé de programme de la Division de la Société de l'information de l'UNESCO et M. Felipe P. Manteiga, Directeur de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA).

La COAIM a examiné entre autres les questions suivantes:

- les moyens permettant d'améliorer l'accès à l'information agricole;
- la promotion d'une collaboration efficace avec les États membres en matière de renforcement des capacités et en particulier une meilleure utilisation des technologies de l'information et de la communication;
- la révision des directives et des normes en vue d'améliorer l'accès aux données et informations pertinentes à l'échelle mondiale.

Les participants ont **recommandé** à la FAO:

1. d'appliquer une politique linguistique équilibrée pour le site web de la FAO;
2. d'élaborer un système d'évaluation permettant d'identifier des indicateurs de l'impact de l'information sur la promotion de la sécurité alimentaire et du développement durable dans les communautés locales et d'effectuer à cet effet une analyse des différents utilisateurs et de leurs besoins en matière d'information;
3. d'élaborer un système de gestion de l'information agricole intégrant une politique linguistique équilibrée et fondé sur les systèmes régionaux et nationaux d'information agricole, en coordination avec les points de contact nationaux et d'autres organisations internationales, selon qu'il convient;
4. de faire participer les États membres à la planification et à l'élaboration de l'ordre du jour de la prochaine Consultation;
5. d'inscrire à l'ordre du jour de la troisième Consultation la présentation des activités nationales relatives à la gestion de l'information agricole mises en oeuvre par les États membres;
6. d'accorder la priorité au renforcement des capacités des pays en matière de production de données et d'informations de qualité dans le programme de travail de la FAO à l'appui de WAICENT;
7. de donner la priorité aux systèmes FAOSTAT (la base de données statistiques de la FAO) nationaux en vue de la modernisation de FAOSTAT et de convoquer une réunion d'experts chargée de définir les besoins et d'étudier un mécanisme pour le renforcement des systèmes

FAOSTAT nationaux;

8. d'appuyer l'initiative LEAD (élevage, environnement et développement) en tant que cadre méthodologique pour la gestion de l'information aux fins de la recherche-développement et sa mise en oeuvre;
9. de mettre au point des outils et des systèmes d'information fondés sur les nouvelles technologies du web, à l'appui par exemple des aspects sémantiques et ontologiques de la recherche, afin de rendre celle-ci plus intelligente;



*Séance plénière de la deuxième Consultation sur la gestion de l'information agricole. De gauche à droite: M. Anton Mangstl, Directeur de la Division de la bibliothèque et des systèmes documentaires; Mme Carleen Gardner, Sous-directeur général du Département des affaires générales et de l'information; M Francisco Pérez Trejo, Directeur du WAICENT; M. Peter Armstrong, Directeur de One World International et M. Carlos Braga, Directeur de la Development Gateway Foundation.
(Photo FAO)*

10. d'appuyer la création d'un Groupe consultatif interinstitutions informel réunissant plusieurs organisations internationales, afin d'améliorer la complémentarité et la collaboration en matière de renforcement des capacités de gestion de l'information;
11. de faire rapport sur les activités de ce Groupe consultatif au cours de la prochaine Consultation;
12. de collaborer avec les États membres à la mise en place, selon qu'il convient, de points de contact WAICENT nationaux et régionaux, afin de faciliter l'échange d'information aux niveaux national, régional et international;
13. de promouvoir et d'articuler l'établissement de priorités nationales et régionales en matière de gestion de l'information agricole;
14. d'officialiser les arrangements institutionnels pour les points de contact de WAICENT, conformément aux priorités et aux besoins nationaux en matière d'information agricole;
15. de collaborer avec les États membres à la mobilisation de ressources financières afin de pouvoir:
 - intégrer dans les politiques des questions interdisciplinaires telles que la problématique hommes-femmes, l'information et la communication ou les technologies de l'information et de la communication et mettre en place des infrastructures, des applications et des capacités qui serviront à l'élaboration de modèles durables en matière de production et de partage de l'information utile pour les communautés rurales (hommes et femmes);
 - mettre en œuvre les activités suivantes: production, adoption et diffusion de données ventilées par sexe et de matériels pédagogiques et directives fondés sur ces données; création d'une demande de données ventilées par sexe; élaboration d'une stratégie de diffusion; nouvelle présentation des données existantes et intégration de la problématique

hommes-femmes dans la présentation des nouvelles données;

16. mettre au point une stratégie cohérente pour WAICENT, afin de coordonner les activités d'information de toutes les divisions techniques de l'Organisation et d'éviter les doubles emplois, ainsi qu'un mécanisme clair de suivi et d'évaluation de cette stratégie;
17. faciliter l'élaboration du cadre méthodologique pour l'inventaire des technologies agricoles disponibles (TECA), y compris sa validation sur le terrain et sa traduction dans les langues de l'Organisation;
18. créer une plate-forme de gestion de l'information agricole pour l'évaluation et la promotion de l'analyse comparative des politiques agricoles;
19. s'assurer que les conclusions et les recommandations de la Consultation soient intégrées dans le système de gouvernance et dans la politique de l'Organisation.

Une nouvelle initiative

Dans le cadre de la deuxième Consultation sur la gestion de l'information agricole, **une réunion des institutions internationales**¹ a eu lieu afin d'explorer les mécanismes susceptibles de mieux coordonner le renforcement des capacités en matière de gestion de l'information (Rome, 22 septembre 2002).

Les institutions ont noté que tout effort en faveur d'une collaboration accrue devrait s'inscrire dans le cadre des objectifs de développement pour le Millénaire² sur la pauvreté, la faim, l'environnement et le partenariat mondial, tout en se concentrant sur la réalisation de **l'objectif d'efficacité accrue des échanges et de la communication de l'information**.

Les institutions, reconnaissant la nécessité d'améliorer la complémentarité et la collaboration dans le domaine du renforcement des capacités, ont recommandé:

la formation d'un **Groupe consultatif interinstitutions (GCI)** comprenant un nombre restreint de personnes nommées par les organisations internationales s'occupant de renforcement des capacités, de gestion de l'information, d'agriculture, de sécurité alimentaire et de développement en général;

l'élaboration, sans tarder, par le Groupe consultatif interinstitutions d'une série de directives, de méthodes, d'outils et de matériels pédagogiques non propriétaires destinés à améliorer la gestion de l'information et la communication, et répondant aux besoins de toutes les parties prenantes, depuis les décideurs jusqu'aux ménages pauvres;

la mise au point d'interventions pilotes appuyées par les partenaires ayant pour but de valider les outils ci-dessus.

Les participants de la deuxième Consultation sur la gestion de l'information agricole ont appuyé la création du Groupe consultatif interinstitutions et demandé la préparation d'un rapport d'activité à soumettre au cours de la prochaine Consultation.



Interview dans un village malgache pour un programme de radiodiffusion rurale. (Foto de la FAO).

¹ L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds international de développement agricole (FIDA), Development Gateway Foundation (Groupe de la Banque mondiale), l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), One World International, le Forum économique mondial et le Centre technique de coopération agricole et rurale.

² Objectifs de développement pour le millénaire: i) Réduire l'extrême pauvreté et la faim; ii) Assurer l'éducation primaire pour tous; iii) Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; iv) Réduire la mortalité infantile; v) Améliorer la santé maternelle; vi) Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies; vii) Assurer un environnement durable; viii) Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Pour plus d'informations sur Groupe consultatif interinstitutions, consulter:
<http://www.fao.org/coaim>.

La parité hommes-femmes et les technologies de l'information et de la communication

Sophie Treinen*

Les possibilités offertes par les nouvelles technologies de l'information et de la communication doivent encore atteindre la majorité des utilisateurs potentiels du monde. Le fossé se creuse entre les personnes qui possèdent les moyens d'accéder à l'information et celles qui ne les possèdent pas.

A cet égard, le principal obstacle est représenté par la volonté politique. Les autres difficultés sont essentiellement d'ordre éducatif, technologique et financier.

Dans un monde qui compte plus de six milliards d'hommes et de femmes, les taux d'alphabétisation sont faibles dans les pays en développement. A peine 2 pour cent des habitants de la planète sont reliés à Internet et la plupart n'ont jamais utilisé un téléphone. Aux États-Unis, les coûts d'accès à Internet ne représentent que un pour cent du revenu moyen mensuel d'une personne, tandis qu'en Ouganda, la dépense équivaut à plus d'un mois du revenu moyen (par habitant). Des disparités du même type subsistent entre les hommes et les femmes, surtout dans les pays en développement. En Chine et en Afrique du Sud, par exemple, les femmes ne représentent que 7 pour cent et 17 pour cent des usagers respectivement. Ces statistiques soulignent le fait qu'il n'existe pas seulement un fossé numérique mais plusieurs fossés qui se chevauchent: entre vieux et jeunes, hommes et femmes, riches et pauvres, populations urbaines et rurales et, surtout, entre pays développés et en développement.

Le fossé entre populations rurales et urbaines

La révolution des technologies de l'information et de la communication a fortement multiplié les possibilités de dissémination et de partage des connaissances; elle a **cependant désavantagé les segments de la société qui sont exclus des flux d'information et de communication**, soulevant la question de savoir comment exploiter au mieux les innovations technologiques tout en les empêchant de creuser les inégalités (FAO, Stratégie d'action)¹. Il est difficile pour les ruraux d'accéder à des informations appropriées et en temps opportun¹ - en dehors des zones urbaines, les difficultés d'accès aux technologies et aux services et à des informations à jour entravent le développement économique. **Les technologies de l'information et de la communication peuvent favoriser une démarche à partir de la base pour la définition des besoins et des attentes touchant au développement et faciliter le lien entre les connaissances à l'échelle mondiale et locale.**

Le fossé entre homme et femmes

Dans le passé, maints efforts de développement n'ont entraîné aucune amélioration pour les femmes parce qu'ils n'ont pas tenu compte du rôle des productrices agricoles dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. En outre, les capacités d'échange, de mobilisation et de rayonnement offertes par les technologies de l'information ont très peu d'effets positifs sur les femmes, en particulier dans les pays en développement.

Parmi les nombreuses raisons, citons:

- le manque de formation à l'utilisation de ces technologies;
- un faible pourcentage de femmes travaillant dans les médias;
- le manque d'infrastructures et les ressources financières limitées;
- les taux élevés d'analphabétisme parmi les femmes rurales.
-

La mondialisation et les nouvelles technologies de l'information transforment la façon dont la production est organisée et dont l'information est partagée dans le monde. Ces changements pourraient accélérer le progrès vers l'égalité des hommes et des femmes. Mais à moins que les chercheurs et les responsables politiques n'accordent une attention à la parité hommes-femmes lorsqu'ils envisagent les chances et les risques, et à moins que les femmes n'aient la possibilité de

¹ Ce que la FAO a appelé "le premier kilomètre de la connectivité" tel que perçu par les communautés rurales. The first mile of connectivity, FAO, 1998, (disponible à <http://www.fao.org/sd/cddirect/cdre0025.htm>)

s'exprimer sur la façon dont ces nouvelles technologies sont développées et utilisées, ces dernières pourraient très bien exacerber les inégalités existantes.

Comment la FAO combat la faim et la pauvreté par le biais des technologies de l'information et de la communication

Les technologies de l'information et de la communication offrent de remarquables possibilités de produire et de disséminer, dans de bonnes conditions de coût-efficacité, des produits d'information conçus selon les besoins spécifiques s'exprimant à l'échelle locale et mondiale. **La FAO est bien placée pour tirer pleinement parti de l'évolution du secteur des technologies de l'information et de la communication.** L'Organisation continuera de mettre à disposition des outils et systèmes modernes pour permettre la production de produits d'information faisant appel à une gamme de médias, tels que radio, vidéo et CD-ROM, en plus des matériels imprimés traditionnels. La parfaite intégration de la production et de la diffusion sera assurée par l'intermédiaire d'Internet et l'on mettra l'accent sur la conformité de ces processus et outils avec les normes de l'industrie.²

Afin de répondre à tous ces besoins, une stratégie d'action intitulée "Stratégie d'action pour des politiques harmonisant les enjeux de la sécurité alimentaire et ceux de l'égalité des sexes - le rôle de l'information " conçue lors de la Consultation de haut niveau sur les femmes rurales et l'information (Rome, octobre 1999) a été incorporée au Plan d'action de la FAO pour la parité hommes-femmes 2002-2007. La stratégie insiste sur:

- la nécessité de disposer d'informations comparatives relatives aux hommes et aux femmes, ainsi que des statistiques ventilées par sexe, qui mettent en évidence les besoins respectifs des hommes et des femmes, leurs difficultés et leurs intérêts;
- l'importance de la participation de toutes les parties prenantes à la planification et à la mise en œuvre des politiques et programmes agricoles;
- le rôle important des médias pour combler le fossé entre les populations rurales et urbaines, et pour donner une idée plus exacte de la contribution des femmes et des hommes des campagnes à l'agriculture et à l'économie rurale;
- l'importance de permettre aussi bien aux femmes qu'aux hommes des zones rurales d'accéder aux technologies de l'information et de la communication.

La FAO a analysé les relations entre le développement durable, la sécurité alimentaire, l'égalité entre les sexes et l'information et identifié quelques-uns des facteurs qui contribuent à la paupérisation et à l'exclusion, tels que:

- l'accès limité des agriculteurs de subsistance, et particulièrement des femmes, à toutes les ressources;
- la faible attention accordée aux différents rôles et responsabilités des hommes et des femmes lors de la formulation des plans et des politiques de développement agricole et rural;
- l'insuffisance des données sexospécifiques;
- l'exclusion des flux d'information, des processus de communication et de la prise de décision (Stratégie d'action de la FAO).

Dans ce but, la FAO a œuvré pour tirer parti des avantages potentiels des technologies de l'information et de la communication pour soutenir les réseaux d'informations et de connaissances pour les femmes tels que le **Projet Dimitra** (un projet de communication net d'information visant à accroître la visibilité de la contribution de la femme rurale au développement).

² Garantir des produits de l'information d'excellente qualité ayant un bon rapport coût-efficacité, Plan à moyen terme de la FAO.



(Foto de la FAO)

Pour un complément d'information sur la parité hommes-femmes et la sécurité alimentaire, consulter <http://www.fao.org/gender/genre.htm>.

* Sophie Treinen, Spécialiste de la gestion de l'information, Sous-Division de la gestion des données WAICENT/FAOSTAT.

Connecter le monde: L'équipe des Nations Unies pour l'information et la communication

(Extraits d'un message de M. José Maria Figueres-Olsen, Président de l'Équipe spéciale des Nations Unies pour les technologies de l'information et de la communication)*

Malgré de réels progrès sur certains fronts, il subsiste de grandes disparités dans le domaine du développement; le fossé numérique risque d'exacerber les inégalités socio-économiques qui existent entre les pays et les communautés.

L'objectif principal du Sommet mondial de la société de l'information devrait être l'identification de stratégies et de mesures susceptibles d'intégrer les TIC aux efforts visant la réalisation des objectifs de développement pour le Millénaire, qui doivent leur servir de cadre social, économique et politique.

Un tiers de la population du monde n'a jamais utilisé le téléphone. Soixante-dix pour cent des personnes les plus pauvres de la planète vivent dans les zones rurales ou reculées, où l'accès aux technologies de l'information et de la communication, voire à une ligne téléphonique, est rare. La plupart des informations échangées sur les réseaux mondiaux tels qu'Internet est en anglais, langue parlée par moins de 10 pour cent de la population du monde.

En réponse à ces préoccupations croissantes, en mars 2001, le Conseil économique et social des Nations Unies a demandé au Secrétaire général de créer l'Équipe spéciale pour les technologies de l'information et de la communication. Le Conseil a reconnu l'énorme potentiel de la révolution numérique pour la croissance économique, l'éradication de la pauvreté et le développement durable. Les pays où la majorité des habitants n'a pas accès aux nouvelles technologies ne peuvent participer pleinement à la nouvelle économie mondiale, à une époque où l'acquisition des connaissances et de l'information devient un impératif pour le développement humain et le progrès. Et plus longtemps ils resteront exclus de l'économie mondiale, plus il leur sera difficile et coûteux de rattraper leur retard. Il faut donc résorber la fracture numérique avant qu'il ne soit trop tard.

Pour diffuser les technologies de l'information et de la communication, et tous leurs avantages, au monde en développement, il faudra un renforcement de la coopération et un fort engagement du secteur privé et des organisations bénévoles.

Le secteur privé - à travers l'innovation, la prise de risques et l'investissement - peut aider à développer l'infrastructure d'un pays dans le domaine des TIC. Le secteur privé peut contribuer à la réalisation d'objectifs de développement ayant un impact positif sur les résultats de développement socio-économique. Les entreprises peuvent devenir plus performantes tout en étant source de bienfaits. Elles peuvent, en premier lieu, aider à concevoir des solutions concernant les technologies de l'information et de la communication qui sont faites pour durer.

En second lieu, elles peuvent participer à des initiatives publiques ou privées qui sont axées sur les demandes des usagers, identifiées et réalisées à travers la participation directe et la responsabilisation des intéressés. En troisième lieu, ces initiatives devraient être sensibles aux conditions et aux limites locales. Elles devraient enfin, ces initiatives devraient énoncer clairement leurs objectifs de développement et prévoir leur impact direct sur la population cible.

Tous ces aspects suggèrent que les interventions qui, dans le domaine des TIC, se concentrent sur les objectifs de développement doivent, pour avoir un impact durable, répondre à de multiples aspects étroitement imbriqués les uns dans les autres. L'impact potentiel des interventions en matière de technologies de l'information et de la communication serait bien plus important si elles étaient conçues en concertation avec les forces économiques du secteur privé. Il ne fait aucun doute que le secteur privé pourrait constituer un atout important pour les initiatives relatives aux TIC dans les pays en développement.

Quant à l'action des Gouvernements, elle peut viser l'instauration d'un environnement politique et commercial propice pour garantir des conditions équitables et des marchés souples. Ils peuvent en outre exercer leur rôle central moyennant des investissements stratégiques de recherche fondamentale et appliquée.

Si les partenariats publics et privés sont bâtis sur la complémentarité entre les motivations de profit du secteur privé et les objectifs de développement humain, il est possible de parvenir à des résultats durables et au développement harmonieux d'une société mondiale entièrement connectée.

L'Équipe spéciale des Nations Unies pour les technologies de l'information et de la communication aide à la formation de partenariats dans des domaines clés tels que l'accès à la connectivité à faible coût, le développement des ressources humaines et le renforcement des capacités ainsi que les entreprises et le négoce. C'est aussi une plate-forme qui permet de comprendre comment les technologies de l'information et de la communication peuvent avoir un effet de levier et entraîner un renforcement des programmes de promotion de l'éducation, de lutte contre les maladies, de promotion de la parité hommes-femmes et de l'autonomisation des femmes, et ceux qui visent les jeunes, les handicapés et, de manière générale, les personnes qui vivent dans la pauvreté.

Notre objectif est de travailler à la mise en œuvre d'un programme ambitieux mais réalisable. Le progrès y donnerait à tous les êtres humains la chance de connaître la prospérité pendant toute leur vie. Nous avons commencé à transformer nos sociétés et, tous ensemble, nous sommes en mesure - et en demeure - de cheminer vers une société universelle et intégrée de l'information, où création de richesse et bien-être social vont de pair.

* **Déficits et partenariats** - Une contribution de l'Équipe de Travail des Nations Unies sur les technologies d'information et communication pour le Sommet mondial de la société de l'information (SMSI).

- ICT News

Événements futurs

Événements 2003

Juin

Date: 10 juin 2003

Titre: **An International Conference on "Empowering Women through Information and Knowledge: From Oral Traditions to ICT"**

Organisations: SNTD Women's University & Centre for Women's Development Studies, New Delhi, Inde.

Lieu: University World College, Paud, Pune, Maharashtra, Inde

Contact: harsha_parekh@vsnl.com

Date: du 14 au 24 juin 2003

Titre: **InfoSoc Malaysia 2003**

Organisation: National Information Technology Council, Malaisie

Lieu: Melaka, Malaisie

Date: du 23 au 28 juin 2003

Titre: **ED-MEDIA 2003 - World Conference on Educational Multimedia, Hypermedia & Telecommunications**

Organisation: Association for the Advancement of Computing in Education (AACE)

Lieu: Honolulu, Hawaii, Etats-Unis

Juillet

- Date: du 3 au 5 juillet 2003

Titre: **Information Communication Technologies in Education**

Organisation: Research and Training Institute of East Aegean; University College of the Fraser Valley; National and Kapodistrian University of Athens

Lieu: Samos, Grèce

Contact: ineag@otenet.gr

- Date: du 9 au 12 Juillet 2003

Titre: Consultation d'experts "**Gender in Agriculture Research for Technology Development in the Context of Globalization**"

Organisation: FAO

Lieu: Los Banos, Philippines

Contact: revathi.balakrishnan@fao.org

Août

- Date: du 27 au 28 août 2003

Titre: **Forum mondial sur la technologie de l'information - WITFOR**

Organisation: Le Gouvernement de la Lituanie, en coopération avec la Fédération internationale du traitement de l'information (IFIP)

Lieu: Vilnius, Lituanie

Septembre

- Date: du 3 au 5 Septembre 2003

Titre: **The Good, The Bad, and the Irrelevant: The User and the Future of Information and Communication Technologies**

Organisation: COST Action269

Lieu: Helsinki, Finlande

- Date: du 15 au 26 septembre 2003

Titre: **Prepcom 3 du SMSI**

Organisation: **Union internationale des télécommunications (UIT)**

Lieu: Genève, Suisse

Contact: wsis@itu.int

- Date: du 19 au 21 septembre 2003

Titre: **The 31st Telecommunications Policy Research Conference**

Organisation: George Mason University Law School
Lieu: Arlington, Virginia, Etats-Unis
Contact: grosston@stanford.edu

Octobre

- Date: du 12 au 18 octobre 2003
Titre: **Telecom World 2003 de l'UIT**
Organisation: Union internationale des télécommunications (UIT)
Lieu: Genève, Suisse
Contact: telecominf@itu.int

Décembre

- Date: du 2 au 5 décembre 2003
Titre: **Conference on Computers in Education 2003**
Organisation: The Hong Kong Institute of Education; The University of Hong Kong; The Chinese University of Hong Kong; Hong Kong University of Science and Technology; City University of Hong Kong; Education and Manpower Bureau; Hong Kong Association for Computer Education
Lieu: Hong Kong Convention and Exhibition Centre, Hong Kong
Contact: ICCE2003@icc.com.hk
- Date: du 10 au 12 décembre 2003
Titre: **Sommet mondial de la société de l'information (SMSI) - Genève 2003**
Organisation: Union internationale des télécommunications (UIT)
Lieu: Genève, Suisse
Contact: wsis@itu.int

Contactez-nous

Pour en savoir plus sur la COAIM, prière de contacter:

M. Rafael Rodríguez Capetillo
Unité WAICENT/ COAIM
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome, Italy
Tél. (+39) 06 570 - 55872
Télécopie (+39) 06 570 - 54049
Mél: coaim@fao.org